

Discours de M. Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement, à l'occasion de la Journée de l'Afrique, organisée conjointement par la Banque européenne d'investissement et la Banque africaine de développement, le 21 novembre 2016, à Abidjan, Côte d'Ivoire

Excellence, M. Kablan Duncan, Premier ministre de la Côte d'Ivoire,
Cher ami, Werner Hoyer, Président de la Banque européenne
d'investissement,
Honorables ministres,
Monsieur Stefano Manservigi, Directeur général de la coopération
internationale et du développement de la Commission européenne,
Mesdames et messieurs les membres du Conseil d'administration de la
Banque africaine de développement,
Mesdames et messieurs les chefs d'entreprise d'Afrique et d'Europe,
Chers collègues,
Distingués invités,
Mesdames, Messieurs

Bonjour tout le monde. Je vous souhaite la bienvenue à cette Journée de l'Afrique 2016, organisée conjointement par la Banque européenne d'investissement et la Banque africaine de développement.

C'est pour nous un grand honneur de recevoir aujourd'hui, à la Banque, Son Excellence M. Daniel Kablan Duncan, Premier ministre de la Côte d'Ivoire, à qui nous souhaitons la bienvenue. J'ai également le plaisir d'accueillir le Président Werner Hoyer de la Banque européenne d'investissement et M. Stefano Manservigi, Directeur général de la Coopération internationale et du développement de la Commission européenne. Nous sommes heureux de vous recevoir, ainsi que vos collègues et les partenaires de l'Afrique représentés par une forte délégation de chefs d'entreprise européens et africains.

C'est la Journée de l'Afrique. Parlons donc de l'Afrique.

En dépit de la faiblesse des taux de croissance mondiaux, l'Afrique continue d'être le continent où l'on peut faire des affaires. Sans aucun doute, le marché africain aidera à stimuler la croissance mondiale : on ne peut plus ignorer l'Afrique.

L'Afrique est un marché en plein essor. À l'horizon 2050, la population africaine sera équivalente à celle combinée de la Chine et de l'Inde. L'urbanisation rapide et l'augmentation de la classe moyenne – qui devrait passer de 350 millions à près d'1,1 milliard de personnes en 2060 – laissent entrevoir que l'Afrique sera un énorme marché de consommation.

Les dépenses de consommation en Afrique devraient doubler, pour atteindre 1 400 milliards de dollars à l'horizon 2020. Le récent rapport de McKinsey, « Les lions en mouvement II », indique que les dépenses de consommation des ménages grimperont à 2 100 milliards de dollars d'ici 2025, et les dépenses entre entreprises à 3 500 milliards de dollars sur la même période.

L'Afrique sera la solution pour nourrir le monde. En effet, puisqu'elle détient 65 % de la superficie totale des terres arables non cultivées dont la planète dispose pour nourrir 9 milliards de personnes à l'horizon 2050, elle est appelée à nourrir le monde.

Les gouvernements africains réalisent des progrès notables dans la réforme de l'environnement des affaires, avec pour objectif d'attirer davantage d'investissements du secteur privé. Le rapport « *Doing Business* » 2016 de la Banque mondiale a révélé que l'Afrique subsaharienne a réalisé plus de 30 % de l'ensemble des réformes réglementaires opérées dans le monde entre 2014 et 2015. C'est ainsi que l'Afrique subsaharienne s'est classée devant l'Europe et l'Asie centrale – une performance exceptionnelle !

L'Afrique continue d'être la deuxième destination de l'investissement direct étranger, qui enregistre la croissance la plus rapide après la région Asie-Pacifique. Les flux d'investissement direct étranger vers l'Afrique devraient atteindre 55 à 60 milliards de dollars en 2016. La valeur des investissements directs étrangers pour de nouveaux projets s'est chiffrée à 29 milliards de dollars au premier trimestre de 2016 – soit une hausse de 25 % par rapport à la même période en 2015.

Dès lors, vous comprendrez aisément pourquoi l'Union européenne porte un tel intérêt à l'Afrique. L'Afrique est le continent où se trouvent les futurs marchés et sources de croissance. Par conséquent, il est de notre plus grand intérêt d'aider l'Afrique à libérer tout son potentiel économique.

L'Union européenne a lancé le Plan d'investissement européen en

septembre 2016, pour appuyer les investissements du secteur privé en Afrique. La Banque européenne d'investissement fournira, dans ce cadre, un appui à l'investissement en faveur des PME du continent. La Banque africaine de développement se réjouit d'être partenaire de la BEI dans cette initiative.

Excellence, Mesdames, Messieurs,

Nous devons mettre l'accent sur les priorités de l'Afrique. Pour accélérer la croissance et le développement du continent, la Banque africaine de développement a lancé ses 5 grandes priorités, à savoir : éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie ; nourrir l'Afrique ; industrialiser l'Afrique ; intégrer l'Afrique ; et améliorer la qualité de vie des populations africaines. Nous espérons pouvoir compter sur votre partenariat pour la réalisation de ce Top 5.

Pour contribuer à libérer le potentiel agricole de l'Afrique, la BAD entend investir 24 milliards de dollars dans le secteur agricole sur les dix années à venir. Ce montant représente plus du quadruple du niveau actuel des investissements dans le secteur. Nous privilégierons la promotion de l'agro-industrie, de l'ajout de valeur et de la diversification des exportations.

Nous continuerons également à nous attaquer à l'énorme déficit d'infrastructure sur le continent, qui fait que le coût des affaires demeure très élevé dans bon nombre de pays.

Le problème principal est l'électricité. Pour près de 45 % des entreprises privées du continent, la pénurie d'électricité et son coût élevé constituent un des obstacles majeurs à la bonne tenue des affaires. De toute évidence, l'Afrique ne peut pas se développer dans l'obscurité.

Nous devons résoudre le problème de l'électricité en Afrique – et ce au plus vite. C'est pourquoi, la Banque africaine de développement a lancé le Nouveau Pacte pour l'énergie en Afrique. Notre objectif est d'aider les pouvoirs publics et le secteur privé à accélérer l'accès universel à l'électricité dans les dix années à venir. La BAD investira 12 milliards de dollars dans le secteur de l'énergie sur les quinze prochaines années. Nous espérons mobiliser un montant supplémentaire de 45 à 50 milliards de

dollars en faveur du secteur de l'énergie.

À mesure que l'Afrique résoudra son problème d'énergie électrique, elle offrira de grandes possibilités d'industrialisation. L'Afrique doit réaliser un indice élevé de préparation à l'industrialisation, en accélérant les investissements dans d'autres infrastructures essentielles telles que les routes, les ports, les rails, l'aviation et les TIC, qui feront d'elle une destination compétitive de choix. Ainsi, elle tirera parti de sa main-d'œuvre abondante et de ses coûts salariaux plus bas, pour attirer des industries manufacturières légères à travers le monde.

La Banque africaine de développement et la Banque européenne d'investissement ont noué de solides partenariats, surtout pour le développement des infrastructures si nécessaires à l'Afrique. Ensemble, nous avons considérablement aidé à améliorer l'infrastructure et le réseau de distribution d'énergie de la Guinée. Au Kenya, nous avons conjointement appuyé le Projet d'énergie éolienne du Lac Turkana : un parc à turbines de 365 MW, le plus grand parc éolien en Afrique.

Une fois achevé, ce projet éolien devrait produire environ 20 % d'énergie électrique au Kenya. Nous devons faire davantage de concert avec la Banque européenne d'investissement et la Commission européenne, pour accroître les investissements dans l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables – actuellement hébergée à la BAD – et libérer le potentiel d'énergie renouvelable du continent.

Nous devrions également œuvrer ensemble à l'expansion et au renforcement des échanges régionaux. Aujourd'hui plus que jamais, l'Afrique devrait intensifier les échanges intra-régionaux et faire tomber les murs qui les entravent. Cette pensée pourrait sembler paradoxale, étant donné ce qui se passe actuellement en Europe ! Une attention accrue devrait être accordée à l'élargissement et la promotion du commerce régional. À mesure que le commerce régional s'intensifiera, les économies africaines accroîtront leurs échanges mutuels et réduiront leur vulnérabilité aux chocs économiques extérieurs. Le commerce régional reste relativement faible cependant, ne représentant que 15 % des échanges de l'Afrique.

La récente expérience réussie de la zone de libre-échange tripartite

englobant la Communauté économique de l'Afrique de l'Est, la Communauté de développement de l'Afrique australe et le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, est précisément l'exemple à reproduire partout ailleurs. La Banque africaine de développement est favorable à la création d'une zone unique continentale de libre-échange pour l'Afrique.

En mettant en œuvre tout ce qui précède, nous devons travailler ensemble pour aider à relever le défi du chômage des jeunes en Afrique. La crise migratoire en Europe en est une illustration. Un phénomène qui a commencé très lentement est en train de prendre de grandes proportions. La solution à la crise migratoire ne se trouve pas en Europe. Elle se trouve dans la création d'une espérance et de possibilités économiques pour la jeunesse africaine, sur le continent même.

À la Banque africaine de développement, nous prenons des mesures courageuses pour remédier à ce problème. Nous venons de lancer l'initiative Emplois pour les jeunes en Afrique, un programme phare pour combattre le chômage des jeunes sur le continent. L'objectif est d'aider à stimuler la création de 25 millions d'emplois dans les dix prochaines années. Grâce à cette initiative, nous aiderons à mobiliser 3 milliards de dollars pour aider de jeunes entrepreneurs en Afrique, en mettant l'accent sur l'incubation d'entreprises. Elle facilitera la création de zones de renforcement des compétences, afin de favoriser l'établissement de meilleurs liens entre les compétences et le développement industriel.

Aujourd'hui, les jeunes entrepreneurs émergent partout en Afrique. Ils sont déterminés à réussir, à faire face au monde, à mettre leurs talents à contribution pour créer de solides opportunités économiques. A titre d'exemple, deux jeunes entrepreneurs - un Nigérian et un Américain - ont conjugué leurs efforts pour créer Andela, qui recrute en Afrique des jeunes talents du secteur de l'informatique pour les placer auprès de certaines des plus grandes sociétés du monde telles que Microsoft et IBM, où ils sont formés pour devenir développeurs d'affaires. Leur modèle d'affaires est si convaincant qu'ils se sont fait remarquer par des personnes et entreprises de renom comme Mark Zuckerberg et Google. C'est certainement la voie à suivre pour l'avenir.

Nous devons stimuler les opportunités économiques pour la jeunesse africaine. C'est la raison pour laquelle je suis particulièrement ravi que la

Banque européenne d'investissement et la Banque africaine de développement se soient rapprochées pour mettre au point l'initiative *Boost Africa*. Cette initiative vise à prendre en charge les jeunes entrepreneurs dès le début, à croire en eux et à les aider à développer leurs activités. L'initiative Boost Africa déploiera les financements concessionnels mixtes en faveur des entreprises des jeunes, notamment les fonds de capital-risque, les fonds d'impact social et les fonds d'investissements providentiels pour développer les activités à impact élevé. Elle appuiera les pépinières d'entreprises en vue d'accélérer la croissance des activités des jeunes.

Nous attendons avec intérêt le lancement conjoint de cette initiative plus tard au cours de cette matinée.

I Je suis très heureux que la matinée de demain soit consacrée aux « femmes dans les affaires ». Convertir les idées des femmes entrepreneurs en projets bancables exige la mobilisation de ressources pour les soutenir. C'est la raison pour laquelle la Banque africaine de développement a lancé l'Action positive pour le financement en faveur des femmes (AFAWA), avec en ligne de mire la levée de 3 milliards de dollars pour appuyer les femmes entrepreneurs en Afrique. Nous devrions nous unir pour soutenir cette initiative. L'Afrique réalisera son plein potentiel lorsque ses femmes se seront pleinement émancipées sur le plan économique.

Ensemble, servons les intérêts de l'Afrique. Établissons de solides partenariats à l'appui de la vision du continent en vue d'accélérer son développement. Renforcer notre collaboration avec la Banque européenne d'investissement et la Commission européenne accélérera l'ouverture de débouchés économiques en Afrique. Et c'est bien de cela qu'il est question dans les Cinq grandes priorités de la Banque. Alors, en cette « Journée de l'Afrique », faisons tous un Top 5 pour l'Afrique.

Je vous remercie de votre attention.